

## Intervention USLR-CGT Arles 17.11.20

Principales victimes de la pandémie, les retraité.e.s craignent d'être, à nouveau, la variable d'ajustement budgétaire face à la crise économique et sociale actuelle.

Depuis plusieurs années, gouvernement MEDEF et médias à leur solde distillent à petites doses la notion de retraités privilégiés ! Pourtant ils ne l'ont pas volé leurs pensions ! Pendant de nombreuses années ils ont fait la richesse de la France, par leur travail, dans un service public ou dans l'industrie, le commerce, le bâtiment ou encore l'agriculture. Et pendant tout ce temps d'accumulation de richesses, il leur a bien été prélevé des cotisations sociales afin d'avoir accès à un revenu pour service rendu à la nation !? Non les retraités n'ont pas volé quoi que ce soit !

Pourtant leur pouvoir d'achat n'a jamais autant été dégradé. Macron aura été le premier à faire ainsi diminuer les retraites. Avec l'augmentation de la CSG au 1<sup>er</sup> janvier 2018, un couple qui percevait 3000 euros de pension par mois aura perdu 600 euros dans l'année. Avec différentes mesures, dont le gel des pensions et des complémentaires et l'augmentation des prix, notamment des prestations de santé et des mutuelles, c'est plus de 1000 euros qui manquent à la fin de l'année dans un foyer de retraités, depuis deux ans. Ajoutons qu'un retraité sur trois percevait aujourd'hui moins de 1000 euros par mois...

Alors, participer à l'effort de la Nation ?! C'est déjà fait et bien fait !!

Et voilà qu'avec la crise sanitaire ils sont à nouveau montrés du doigt. Pour sauver l'économie et bien sacrifions les personnes âgées ! Sans compter que s'ils sont plus fragiles que le reste de la population, c'est bien souvent du à l'usure de leur travail. Et voilà que l'hôpital public pour le quel ils ont contribué toute leur vie au travers des leurs cotisations à la sécu, n'est plus capable de les recevoir parce que les gouvernements successifs ont fermé des lits par dizaines de milliers, parce que les soignants épuisés et mal payés ne sont plus remplacés, ou si peu ! Alors certaines Agences Régionales de Santé ont demandé aux EPHAD de ne plus envoyer leurs résidents à l'hôpital !

Et au même moment les députés de la majorité votent un projet de loi sur le financement de la Sécu avec une réduction de 4 milliards d'euros pour le fonctionnement des hôpitaux et, entre autre, la création d'un forfait urgence à 18 euros. Cerise sur le gâteau : les sénateurs, de droite aussi, ajoutent samedi dernier un amendement portant l'âge de la retraite à 63 ans et 43 années de cotisation !

C'est une provocation indécente alors que plus de 800 000 jeunes, pénalisés par la crise sanitaire, ne peuvent s'insérer dans la vie active, que les licenciements dans les entreprises se succèdent, que le chômage et la pauvreté menacent des centaines de milliers de personnes !

Les retraités payent vraiment le prix fort des conséquences de la crise et des choix économiques du gouvernement !

Evidemment les retraités ne sont pas les seuls à voir leurs revenus baisser. Chômeurs plus nombreux, commerçants, jeunes, payent eux aussi cash la crise, enfin la crise... ?

Souvenez-vous : Macron a dit nous « sommes en guerre ». En guerre ? Contre un virus ? Mais si c'est la guerre, pourquoi on est pas tous en guerre ? Au front, on est des millions, au boulot ou au chômage, et même à la retraite, avec des revenus qui régressent. A l'hôpital, je l'ai déjà évoqué, on manque de tout, de moyen, de personnel, de lit... et on ferme même des urgences ! ...En pleine guerre ?! Le monde du travail (salariés, commerçants, agriculteurs...) continue pourtant à faire tourner la machine, comme il peut !

Et puis il y en a qui profitent... Et oui...« Nous sommes en guerre »... Il y en a qui profitent, et pas qu'un peu. En France, Bernard Arnaud a vu sa fortune augmenter de 26% au printemps, en plein confinement ! Et nous nos revenus, salaires ou pensions, ils ont augmenté de 26% ? Mais le pire c'est que ce n'était pas de l'argent magique ! C'est.. ?...le nôtre ! Les grosses entreprises bénéficient de milliards d'argent public. Notre argent ! Malgré la crise, leur crise, les sociétés du CAC 40 ont versé 35 milliards de dividendes ! ...Tout en supprimant 60.000 emplois dont un quart en France.

Les riches c'est comme les enfants, il leur faut des règles, sinon ils font n'importe quoi. Par exemple, je te donne des sous-sous, mais...tu ne vas pas les planquer dans les paradis fiscaux,...tu investi, dans la santé, l'école, la formation, le renouvellement de l'outil de production, la transition écologique,... tu n'as pas le droit de licencier et verser des dividendes. Nonononon ! Sinon confisqué l'argent !!

Mais, franchement, on est pas les plus nombreux ?! Alors tous ensemble, on peut peut-être faire changer les règles !?

C'est bien l'objet de ce rassemblement, certes pour le moment modeste, à cause de cette cochonnerie de virus, mais qui entre parenthèses arrange bien le capital et le gouvernement, son serviteur zélé, qui en profite pour détricoter notre modèle social, le code du travail, les conquies du Conseil Nationale de la Résistance (et non pas de De Gaule) et met en place des mesures de plus en plus liberticides ! Et ça ce n'est pas une thèse complotiste, c'est un fait !

Gouvernement, et principaux médias à sa solde, qui s'évertuent à opposer actifs et chômeurs, jeunes et retraités, français et immigrés, laïcs et musulmans, qui entretiennent la division pour éviter les convergences.

Alors, malgré ce contexte complexe, des luttes s'organisent, des réseaux de résistance se mettent en place, des mobilisations sont à construire, les raisons d'espérer sont concrètes. C'est dans cette dynamique que la CGT appelle à l'action les 21 et 25 novembre dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes et le 5 décembre contre la précarité, pour l'emploi et les droits des privé(e)s d'emploi

Bref....ON LACHE RIEN !!

*Proposition de donner lecture de la motion qui va être déposée à la sous-préfecture.*